

## Après l'UA, les USA n'excluent pas des sanctions contre le Burundi

RFI, 18-10-2015 Violences au Burundi : les pressions internationales s'accroissent. L'Union africaine (UA) a annoncé le lancement d'une enquête sur les violations des droits de l'homme au Burundi et a appelé à la mise en place de sanctions ciblées contre ceux qui contribuent à la montée continue de la violence. De leur côté, les Etats-Unis réclament la reprise de la médiation ougandaise et vont réexaminer leur coopération avec le gouvernement burundais. Ils n'excluent pas des sanctions ciblées et dénoncent, par ailleurs, les violations des droits de l'homme, les restrictions du droit d'expression mais aussi le trafic d'êtres humains.

Jusqu'ici, l'Union africaine était restée discrète sur la crise au Burundi. Le Conseil paix et sécurité a maintenant de s'attaquer à ceux qui, dit-il, contribuent à la persistance de la violence. L'UA ne cite personne. Cela sera d'ailleurs l'objet d'une enquête sur les exactions contre les civils. Les conclusions seront rendues avant le mois de décembre. L'UA veut que les responsables des violences soient frappés de sanctions : interdiction de voyager et gel des avoirs. Une mission africaine doit également être prêtes à se déployer au Burundi pour éviter des violences généralisées. L'Union africaine durcit donc le ton et accélère la cadence car il y a urgence, estime Smaïl Chergui, commissaire paix et sécurité de l'UA. « C'est un discours d'abord de réalisme et de responsabilité. Je pense que la communauté internationale africaine en particulier, a trop attendu pour que ce dialogue commence. Et qui nous semble la seule issue possible pour sortir de cette crise au Burundi », insiste Smaïl Chergui. Ce dialogue devra se tenir hors du Burundi pour permettre à tous les acteurs, y compris ceux qui sont à l'extérieur du pays, de participer, estime le Conseil, qui réclame une relance urgente de la médiation ougandaise. Un message de fermeté alors que l'organisation panafricaine s'alarme de la multiplication des assassinats et des exécutions au Burundi et rappelle que l'origine de la crise tient elle à la tenue d'élections non inclusives et non consensuelles remportées par Pierre Nkurunziza. Sanctions américaines ciblées Les Etats-Unis vont revoir, à leur tour, leurs programmes d'aide au Burundi et appellent à la reprise de la médiation ougandaise. Face aux violences quotidiennes qui touchent le pays et l'absence de dialogue inclusif, les Etats Unis vont réexaminer leur coopération avec le gouvernement burundais et n'excluent pas des sanctions ciblées. « Les Etats-Unis restent engagés envers le peuple burundais. Mais le gouvernement rend de plus en plus difficile la coopération que nous avons précédemment. Nous allons réexaminer nos programmes d'aide. Nous avons déjà suspendu l'entraînement militaire que nous assurons, pour des raisons sécuritaires », a déclaré RFI Thomas Perriello, envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands Lacs. « Dans les sanctions qu'elle a prises, l'Union européenne a déjà ciblé quatre personnes. L'Union africaine a également affirmé qu'elle allait considérer des sanctions ciblées pour tous ceux qui commettent des violences ou qui incitent à la violence. Les Etats-Unis sont aussi en train d'examiner les possibilités d'avancer dans cette direction. Nous voulons cibler ceux qui sont responsables de cette crise et qui incitent à la violence. Nous voulons nous assurer qu'il y aura des conséquences pour les personnes qui ont suivi cette voie, tout en essayant de nous concentrer sur des solutions positives », a expliqué Thomas Perriello. Trafic d'êtres humains L'envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands Lacs dénonce également les violations des droits de l'homme, les restrictions du droit d'expression mais aussi le trafic d'êtres humains. « Il y a un nombre de situations au Burundi qui ne sont pas à la hauteur des standards fixés dans notre rapport sur le trafic d'êtres humains. Dans ce rapport, nous disons que le Burundi est un pays où les enfants et les femmes sont soumis au travail forcé et au trafic sexuel », a souligné Thomas Perriello. « Les enfants et les jeunes adultes sont contraints de travailler dans des plantations, des petites exploitations agricoles au sud du Burundi, mais aussi dans des mines d'or, notamment à Cibitoke. Ils sont aussi victimes du commerce informel dans les rues des grandes villes ou dans le secteur de la construction », a ajouté l'envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands Lacs. « Dans certains cas, le manque de contrôle du gouvernement aller à l'encontre de ces trafics, de poursuivre en justice les trafiquants. Les Etats-Unis ont de très bons partenariats avec d'autres pays qui ont pris ce problème au sérieux et ont été capables de retourner des situations tragiques en belles réussites. C'est possible en travaillant ensemble et c'est ce que nous attendons du gouvernement burundais », a appelé Thomas Perriello. Pas de réaction officielle de Bujumbura mais un responsable burundais a déclaré qu'en matière de bons offices, on n'impose jamais la médiation ni le lieu du dialogue. « Depuis le sommet de Johannesburg, l'UA agit sous impulsion de l'Union européenne qui la finance à 50 % », ajouta-t-il. Plusieurs pays de l'UE ont déjà suspendu leur coopération avec le Burundi, dont les finances risquent d'être également amputées d'une part des devises liées aux opérations de maintien de la paix. Le Conseil paix et sécurité de l'UA souhaite en effet que les membres des forces burundaises impliqués dans les violences soient exclus des opérations de l'Union africaine mais aussi de celles des Nations unies. Smaïl Chergui, commissaire Paix et sécurité de l'UA : « On a une certitude, c'est que les choses n'avancent pas vers ce qui était attendu, c'est-à-dire vers l'apaisement. »